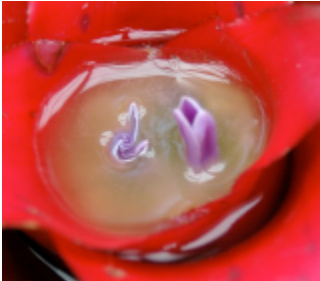


20 janvier 2002

L' « argentinazo » et les partis de gauche



L'Argentine était et est peut-être toujours en état pré-révolutionnaire objectif en ce sens que celles et ceux d'en bas n'en peuvent plus et n'en veulent plus et que ceux d'en haut sont totalement discrédités et n'ont plus de solution. Que celles et ceux d'en bas se révoltent en masse n'est pas nouveau dans l'histoire de l'Argentine. L'hyper-inflation de 1989 fut, par exemple, la bougie d'allumage du précédent soulèvement de masse. La chute de ce pays, au cours du XX^{ie} siècle, d'un niveau de vie de pays développé à celui d'un pays du tiers monde laisse deviner de multiples convulsions. On n'y compte plus le nombre de grèves générales.

Mais jusqu'ici la bourgeoisie argentine s'en est toujours bien tirée. Elle est, pour ainsi dire, devenue une spécialiste mondiale de gestion de crise. Par exemple, elle s'est dotée d'un parti bourgeois « radical », néolibéral jusqu'à la moelle mais fort en discours sur les libertés civiles et les droits démocratiques. C'est ce parti qui a géré la sortie du régime militaire en 1981-82, régime complètement discrédité par la crise économique provoquée par le tournant néolibéral, ses 30 000 disparues et 100 000 exilés, et sa défaite dans la guerre des Malvinas (Falkland).

Puis ces *radicaux démocrates*, en plus de continuer la politique économique néolibérale initiée par les tortionnaires militaires, leur ont *pardonné*, injustice criante contre laquelle les « Mères de la Place de Mai » luttent toujours. Finalement l'hyper-inflation de 1989 a achevé de les déconsidérer. Les solutions militaire et radicale étant épuisées restait l'atout du péronisme avec son idéologie *justicialiste*. Le péronisme, mélange de nationalisme et de populisme, qui a profondément marqué la vie politique de l'Argentine, combine réformes sociales, politique de collaboration de classes et culte de la personnalité.

Le péronisme « change tout pour que rien ne change » c'est-à-dire qu'il réforme pour sauver les classes dominantes. Historiquement ce fut les grands propriétaires terriens et les grandes firmes d'export-import. Aujourd'hui, c'est le grand capital financier et exportateur, agroalimentaire et manufacturier. Une fois les coffres vides, cependant, le réformisme justicialiste vire à l'autoritarisme tout en révélant son visage bourgeois réactionnaire. Se justifiant par la parité rigide du peso avec le dollar US, le justicialisme des années 90 a privatisé et en grande partie transnationalisé les grands pans de l'économie nationale que le péronisme des origines avait nationalisés à la fin des années 40 tout en sabrant très durement dans les salaires, l'emploi public et les

programmes sociaux. À son tour, il rejoint le militarisme et le radicalisme au musée du discrédit.

Au fur et à mesure que le justicialisme se tirait dans les pieds, surtout à partir de 1994, le « Frente Grande » de centre gauche se renforçât. Lors des élections de 1999, devenu FREPASO (Front pour un pays solidaire) suite à une fusion avec une dissidence de gauche du parti justicialiste, le centre-gauche fit alliance avec le parti radical dans « l'Alliance pour la justice, le travail et l'éducation » sauvant ainsi les soi-disant radicaux de la marginalisation. En est résulté une victoire électorale de l'Alliance... qui s'empressa de poursuivre la politique néolibérale mis en place par les militaires 25 ans plutôt tout en continuant d'ignorer les Mères de la Place de Mai.

Finalement le fardeau de la dette extérieure et intérieure, en croissance constante depuis le régime militaire et ne pouvant plus être financé par le bradage de l'industrie nationale au capital impérialiste, a fait implorer le pays après des années de blocage de routes, de saccages de la faim et de grèves générales, particulièrement intenses dans les derniers mois. Quand les concerts de casseroles des classes moyennes, ruinées par le gel partiel des dépôts bancaires, se sont ajoutés aux mobilisations des chômeuses et des informelles des banlieues et de la province, le régime a sauté.

Mais il n'y avait pas de force de gauche unifiée, nettement antinéolibérale, prête à prendre la relève.

Les élections d'octobre dernier avaient bien donné 6% des votes à la gauche, mais dispersée sur six partis ou petites coalitions, alors que 21% des votes furent annulés et 26% des gens éligibles s'abstinrent dans un pays où le vote est obligatoire. Ce fut là, certes, un progrès significatif du vote de gauche. Mais c'était trop peu trop tard dans le cadre d'une conjoncture déjà explosive. Cependant, les militantes et militants de gauche ont participé et participent toujours de plein pied à l'« argentinazo », évitant le discrédit encouru par toutes les autres forces politiques et même syndicales, y compris celles soi-disant progressistes, qui appellent à une solution institutionnelle redistributive sans changement structurel alors que l'argent a fui en masse vers les pays impérialistes.

Cependant, la faiblesse numérique des partis de gauche, leur dispersement et l'absence d'une plate-forme unifiée de mobilisation empêchent pour l'instant toute direction politique de leur part. Résultat : le retour du justicialisme plus populiste que jamais alors que l'argentinazo exigeait « qu'il s'en aillent tous, qu'il n'en reste plus un seul ». Bien sûr rien n'est encore joué. Les assemblées de bases ont commencé un processus de fédération « à la soviétique » et à radicaliser leurs demandes, ce à quoi d'ailleurs appellent certaines forces de gauche.

Mais le mouvement est encore beaucoup trop faible pour pouvoir traiter les élections de *piège à cons*. Au contraire, un mouvement populaire pour des élections anticipées, promis à la fin décembre mais ensuite annulées, ne pourrait que propulser l'influence des partis de gauche s'ils s'y présentaient unifiés avec une plate-forme anticapitaliste d'annulation de la dette, de re-nationalisation, de création massive d'emplois publics et d'appel à la création d'une fédération nationale d'assemblées de base.

Pour nous de la gauche québécoise, le message est clair. Tout en persévérant dans la construction d'un front uni antiglobalisation et antiguerre lié aux luttes locales et nationales, l'argentinazo démontre la nécessité de créer et développer un parti unifié de

gauche au départ nettement antinéolibéral, et non pas *néolibéral à visage humain*, capable le moment venu de s'inscrire dans une dynamique de masse anticapitaliste. Autrement l'histoire piétine et risque un dérapage de populisme d'extrême-droite.

Marc Bonhomme, 20 janvier 2002